

## Réinventer la gauche

Pour le PS tel que François Mitterrand l'avait restructuré en 1971 au congrès d'Epinais, c'est aujourd'hui le bout de la route. Le défi qui se présente désormais à la gauche française est le suivant : accepter l'économie de marché pour l'orienter dans le sens de la justice sociale

À la fin de sa campagne, Nicolas Sarkozy a proclamé sa volonté d'en finir avec Mai-68. Les « événements », comme on disait alors, ont été pour la gauche une grande victoire intellectuelle et sociale mais, conjointement, une grande défaite politique. « L'esprit de Mai » gagna les esprits et la société, tandis que les législatives de juin 1968, suivies, en 1969, de l'élection de Georges Pompidou à la présidence, donnèrent pour treize ans à la droite la totalité du pouvoir politique.

### LA STRATÉGIE D'EPINAY

C'est pour conjurer ce sort contraire que François Mitterrand, au congrès d'Epinais (1971), lança la grande offensive stratégique qui allait le conduire à l'Élysée dix ans plus tard (1981). Cette stratégie d'« union de la gauche », matérialisée par un programme commun avec le Parti communiste, réunissait deux formations d'importance comparable dont l'objectif proclamé était de travailler ensemble, tandis que l'objectif caché était de s'entre-détruire, comme la suite le montrera. En attendant : à gauche toute ! On allait nationaliser les banques et une partie des grands groupes industriels.

Mais cette union de la gauche ne pouvait produire tous ses effets que grâce à la désunion de la droite. Déjà divisée entre gaullistes, giscardiens et centristes, elle vit surgir sur son flanc droit, aux européennes de 1984, un Front national à plus de 10 % ; puis, grâce à la proportionnelle introduite par François Mitterrand, 35 députés lepénistes entrèrent au Parlement en 1986 ; et en 1988, Jean-Marie Le Pen obtint 14,37 % des voix à la présidentielle. Dans tous les scrutins, la droite modérée était handicapée ; c'était pour la gauche une formidable rente de situation qui permettait de compenser son affaiblissement global, dû au recul continu du Parti communiste. À la mort de Mitterrand (1996), l'union de la

gauche est elle-même moribonde et la formule de la « gauche plurielle » n'est qu'un cache-misère élaboré en catastrophe par Lionel Jospin pour faire face aux responsabilités gouvernementales qui lui échoient (1997-2002).

## **LE CYCLE DE GRIBOUILLE**

Surgit alors, au sein du cycle d'Epinay, une sorte de sous-cycle gauchiste marqué par trois événements majeurs : les grèves de novembre-décembre 1995, la non-qualification de Jospin pour le second tour de la présidentielle de 2002, le non au référendum

de 2005. Ces trois événements se révèlent désastreux. Les grèves de 1995, engagées sur des objectifs sociaux catégoriels et conservateurs (contre toute réforme de la Sécurité sociale et des régimes spéciaux de retrait), installent durablement le mouvement social dans l'immobilisme et dans l'impuissance. Le naufrage de Jospin produit dans le PS et dans toute la gauche un traumatisme dont ils ne se sont jamais relevés. Le non au référendum, que l'extrême-gauche interprète comme une poussée de radicalité révolutionnaire, n'est en réalité qu'une bouffée d'isolationnisme et de nationalisme. Dans tous les cas, l'extrême-gauche a joué contre la gauche ; s'agissant d'elle, c'est de sous-cycle de Gribouille qu'il faudrait parler.

Une des pires conséquences de ce cycle, c'est l'hégémonie intellectuelle quasi absolue que l'extrême-gauche a exercée sur la gauche de gouvernement pendant cette période. Qu'il s'agisse d'insécurité, de chômage, d'immigration, de fiscalité, de mœurs, voire d'écologie, la gauche ne s'appartient plus à elle-même ; l'alignement systématique sur le plus-disant est la règle. Le PS est à gauche et même à gauche du bon sens, comme disait Lénine. Il ne s'agit pas de plaire à ses électeurs mais de complaire à Bové, Besancenot et consorts. Ceux-ci ont compris ce mécanisme mental de soumission et ne cessent de faire monter les enchères. Il n'est pire social-démocratie qu'une social-démocratie qui a honte d'elle-même. Les dérives de Laurent Fabius et même, à un moment donné, de Dominique Strauss-Kahn sont à cet égard exemplaires.

Cette politique sous influence a eu des effets désastreux. Derrière les

rodomontades sur « la montée des luttes », on ne percevait pas que la gauche était en train de se vider de sa substance, une partie des couches populaires émigrant sur la pointe des pieds vers Sarkozy, et les bobos vers la nébuleuse Bayrou. Résultat : une gauche, toutes tendances confondues, réduite le 22 avril dernier à 36, 44 % des suffrages, guère plus du tiers du corps électoral. Il fallait aux éléphants roses un sacré culot et une rare indécence pour venir, au soir du scrutin, accabler Ségolène Royal, elle qui, avec ses qualités et ses défauts, avait sauvé la gauche de la déroute et lui avait redonné le goût de vivre.

Nous en sommes là : le cycle d'Epinay et le sous-cycle de Gribouille s'achèvent au même moment, en un même lieu. Plus d'union de la gauche parce qu'il n'y a plus personne à qui s'unir ; plus de substitut gauchiste parce que les gauchistes se sont totalement déconsidérés par leur irréalisme, leurs divisions et leurs magouilles bureaucratiques.

Alors, pratiquer l'ouverture au centre ? Attendons de voir si le centre existera. Rien n'est moins sûr. S'il parvient à échapper au rouleau compresseur d'une loi électorale bipolarisante, ce sera sous la forme d'un petit parti, analogue aux libéraux allemands ou anglais. En ce cas, il n'y aurait aucun inconvénient à faire avec lui des alliances électorales.

## **LA RECONSTRUCTION D ' UNE IDENTITÉ**

Mais l'essentiel n'est pas là. Il est dans la reconstitution d'une identité socialiste. Ecartons le leurre des programmes : depuis le temps que le PS en bricole, nous savons bien qu'ils ont pour but non d'être appliqués mais de servir d'enjeu aux joutes internes entre les prétendants.

Ecartons aussi le mirage de la socialdémocratie, qui correspond à une phase aujourd'hui dépassée du développement des idées sociales. La social-démocratie, telle qu'elle a existé dans l'Europe centrale et septentrionale, reposait sur deux piliers : l'Etat-providence et l'alliance étroite entre un Parti socialiste dominant et un puissant mouvement syndical unifié. Trop tard !

L'Etat-providence est en crise, le mouvement syndical français est faible et divisé. Pour longtemps encore, on peut le craindre.

Alors que faire ? Par quoi commencer ? Par le plus douloureux pour tout appareil bureaucratique, c'est-à-dire la reprise du contact avec le monde extérieur. Les bureaucraties sont prêtes à n'importe quel effort, à n'importe quel sacrifice pour éviter de réfléchir à des frais nouveaux, à partir des leçons du réel. Si le monde extérieur disparaissait, combien faudrait-il de temps au bureau du Parti socialiste pour s'en apercevoir ? Réponse : cinq ans, le temps qui sépare deux élections générales. Programmes, alliances, ces deux mamelles de la socialbureaucratie, ont pour unique fonction d'éviter de réfléchir à partir de l'expérience.

Pourquoi croyez-vous que nous avons ici soutenu résolument Ségolène Royal dans sa démarche présidentielle ? Parce que, la modernisation du Parti socialiste étant une priorité, la méthode de la candidate - attaquer le parti de l'extérieur, avec l'aide des simples citoyens - était, à l'expérience, la seule capable d'ébranler les colonnes du temple. S'appuyer sur l'opinion des gens était la seule manière de s'opposer au dogme. La « démocratie participative » était, entre autres choses, un exercice de pédagogie élémentaire en direction des éléphants. Si le Parti socialiste avait davantage consulté sa base - par exemple, à propos des 35 heures qui conduisaient à faire l'impasse sur la question des salaires -, il se serait gardé de vouloir faire le bonheur des citoyens contre leur gré. S'il avait davantage écouté ses électeurs, il aurait compris que la sécurité n'est pas un fantasme de petites gens affolés par les diatribes de Le Pen ou de Sarkozy mais un besoin élémentaire, qui n'est pas satisfait. Et ainsi de suite. Aujourd'hui, la majorité des ouvriers votent à droite et à l'extrême-droite. La honte en retombe-t-elle sur eux ou sur le Parti socialiste ?

## **SOCIALISME DE MARCHÉ**

Il n'est pas de dogme qui tienne contre l'évolution des sociétés et des mentalités. Aussi bien, la modernisation que nous appelons de nos vœux ne passe pas par de grandes joutes doctrinales entre la réforme et la révolution, entre l'économie

de marché et... Et quoi, au fait ? Rien ! Il n'y a pas aujourd'hui d'alternative sérieuse au marché. Du grand combat entre le capitalisme et le socialisme, conclu en 1989 par l'effondrement de celui-ci, le seul vrai vainqueur est le marché, c'est-à-dire la régulation de l'économie par la loi de l'offre et de la demande. C'est pour n'avoir jamais voulu entreprendre une critique rigoureuse du stalinisme et de l'économie socialiste que la gauche est aujourd'hui dans une impasse. Elle flotte entre deux systèmes, l'un dont elle n'ose plus se réclamer, l'autre qu'elle n'ose pas adopter.

Cette question est au coeur de l'actualité la plus brûlante. On a dit tant de fois que le Parti socialiste avait fait, était en train de faire ou sur le point de faire l'actualisation doctrinale correspondant à sa clientèle et à ses pratiques gouvernementales, son Bad Godesberg, en somme, que le scepticisme est grand sur sa capacité à profiter de l'échec pour se renouveler. Pourtant, la situation presse. La gauche ne bénéficiera pas avec Sarkozy de l'espèce de neutralité axiologique de l'ère Chirac. Le PS a un problème de doctrine, un problème de leadership, un problème d'identité : est-il le parti du peuple ou celui de la nouvelle bourgeoisie salariée ? Pour espérer gagner dans un système démocratique fondé sur la loi majoritaire, il doit être les deux. Il doit, pour ce faire, être le parti du compromis social entre les couches populaires et cette nouvelle bourgeoisie. Un effort théorique est donc nécessaire.

Le socialisme de demain sera un socialisme de marché. Il devra donc se préoccuper de la production des richesses autant que de leur distribution. C'est le mérite de Dominique Strauss-Kahn que de l'avoir souligné à maintes reprises. La répartition actuelle des rôles - à la droite la production, à la gauche la redistribution - place nécessairement cette dernière dans un état de subordination permanente, qui va de la philosophie de l'assistance ( la gauche modérée ) à une éthique de la révolte ( la gauche radicale ). Tout cela ne fait pas une politique.

La gauche française est porteuse de valeurs démocratiques de liberté et de solidarité. C'est pourquoi nous sommes viscéralement attachés à elle. Mais, cent ans après le congrès du Globe (1905) qui vit l'unification du socialisme français,

la gauche a besoin d'être refondée en profondeur à partir d'une critique rigoureuse de la société actuelle et de son fonctionnement. Or je constate qu'au chapitre de l'économie elle n'a pratiquement rien à dire. Le défi qui se présente à elle est donc le suivant : pour orienter l'économie de marché dans le sens de la justice sociale, il ne faut pas mégoter. Pour la maîtriser, il faut d'abord l'accepter. Non, le marché n'est pas synonyme d'ultralibéralisme (1). Une économie sociale de marché, voilà, pour la gauche, la seule voie d'avenir. Le cycle d'Epinay, qui jouait dans l'ambiguïté aux marges du socialisme et du capitalisme, est donc terminé. Il s'agit bel et bien, pour la gauche d'aujourd'hui, de lui survivre.

*(1) Un mot bien mal choisi. Je me résous à l'employer pour être compris sans périphrases.*